

SHORT NEWS

Atomkraft nee Merci!

Zum 25. Jahrestag des Reaktorunglücks in Tschernobyl findet am Ostermontag, **dem 25. April von 14 bis 17 Uhr in Cattenom** eine internationale Kundgebung für den Atom-Ausstieg und die Schließung von Cattenom statt. Aufgerufen haben das Internationale Aktionsbündnis gegen Cattenom (IAC) und die Coordination internationale contre Cattenom (CICC). Als RednerInnen sind u.a. angemeldet: Erwin Manz (BUND), Cecile Thibaut (Senatorin, Ecolo Arlon), Jo Leinen (saarländischer SPD-Europaabgeordneter), die Bürgermeister Alex Bodry (Dudelange), Alfons Lauer (Merzig), Klaus Jensen (Trier), Nadine Schneider (Réseau Sortir du Nucléaire) sowie der Europaabgeordnete Claude Turmes (Déi Gréng). Für die musikalische Begleitung sorgen Sigi Becker, Mannijo, Eric Maas und die Stop Bure Brothers. Die erhofften 3 bis 5.000 TeilnehmerInnen finden vor Ort auch Essens- und Getränkestände vor. Unterstützt wird die internationale Demo vom Luxemburgischen Nationalen Aktionskomitee gegen Atomkraft, das zusätzlich zu einer nationalen Demonstration am Dienstag, dem **26. April**, dem eigentlichen Jahrestag, **ab 18 Uhr auf der Place Clairefontaine** aufruft. Gefordert wird ein sofortiger und endgültiger Stopp sämtlicher Atomanlagen, die Luxemburg bedrohen, eine EU-Politik, die der Atomkraft eine klare Absage erteilt sowie ein nachhaltiges nationales Energiekonzept mit dem Ziel, Luxemburg unabhängig sowohl von atomarer als auch von fossiler Energie zu machen. Parallel zu Kundgebung in Luxemburg besteht die Möglichkeit eine Petition gleichen Inhalts über Internet zu unterschreiben. Petition unter www.stopatom.lu; letzte Infos zur internationalen Demo: www.iacattenom.de oder lacicc.wordpress.com

Neue Energien: Come together!

„Der 'Entzug' hat gerade erst begonnen und er ist nur bedingt freiwillig.“ Gemeint ist der Entzug von Erdöl und Kraftstoffen allgemein, mit dessen Folgen sich das „Centre for ecological learning Luxembourg“ (CELL) beschäftigt. Zwar sei die Gesellschaft am Ende der Energiewende „vielleicht klarer, kräftiger und lebensfroher, offener und freier“. Unklar sei aber, wie es gelingen soll, „eine stabile postfossile Gesellschaft aufzubauen“. Am Osterdienstag wird sich ein Diskussionsabend mit Idee und Praxis der Gemeinschaftsbildung befassen. Die Energiewende wird vom CELL nicht als eine rein technische Herausforderung gesehen sondern auch als eine gesellschaftliche Infragestellung. Überschaubare lokale Gemeinschaften können sowohl ökologisches als auch soziales Neuland betreten. Für das CELL gehört dazu mehr als nur eine Ansammlung von Individuen: „Gruppen von Personen, die gelernt haben ehrlich miteinander zu kommunizieren, deren Beziehungen tiefer gehen als die Masken des Gefasstseins, und die sich ernsthaft dazu verpflichten, gemeinsam zu feiern, zu trauern, sich aneinander zu freuen, die Lage der anderen zu teilen.“ Am 26.4. um 19h30 in der Beckericher Millen (www.cell.lu).

Spar dich fremdenfeindlich!

Normale Studienbeihilfe oder verkapptes Kindergeld? Mit dieser Frage dürfte sich demnächst die EU-Justiz beschäftigen. Im Zuge der Sparmaßnahmen der vergangenen Tripartite wurde das Kindergeld ab 18 Jahren abgeschafft und dafür ein besonders großzügiges System von Beihilfen und günstigen Darlehen für Studierende eingeführt. Sparmaßnahme? Ja, denn von dem neuen System können Kinder von GrenzgängerInnen, für die bisher Kindergeld ausbezahlt wurde, nicht mehr profitieren. Seinerzeit hatten die Gewerkschaften die Maßnahme kritisiert und juristische Schritte in die Wege geleitet. Nun scheint die EU-Kommission der Argumentation der Gewerkschaften zu folgen, diese Beihilfen seien mit Kindergeld vergleichbar. Vor zwei Wochen war bei Hochschulminister François Biltgen ein Brief aus Brüssel eingetroffen, doch am Montag versicherte dieser, man werde die Maßnahme nicht aussetzen, denn sie sei konform zum EU-Recht. Biltgens Aussage ist mit Vorsicht zu genießen, immerhin musste er seinerzeit bei dem Rechtsstreit zur EU-Entscheidung-Richtlinie am Ende klein begeben (woxx 960). Eines hat die CSV aber bereits erreicht: Sie profiliert sich als Partei des Volkszorns gegen die Grenzgänger, welche, wie es in Online-Kommentaren heißt, kein Luxemburgisch sprechen, uns die Arbeitsplätze wegnehmen und dann auch noch Kindergeld kassieren wollen.

CITIZEN

EXPLOITATION

Chocolat amer

Fairtrade/ Wox

Avant Pâques, les ventes de chocolat explosent. Mais avant que toutes ces friandises chocolatées arrivent dans nos rayons, d'autres doivent travailler, certains même trimer jusqu'à l'épuisement.

70% de la production mondiale de cacao provient de l'Afrique de l'Ouest. Des conditions de travail inhumaines - dont l'exploitation des enfants - sont monnaie courante sur les plantations de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana et les fabricants de chocolat l'acceptent aveuglement.

Avec une production annuelle de 1,4 millions de tonnes de cacao par saison, la Côte d'Ivoire est de loin le plus grand producteur mondial de cacao. Cependant, ce pays est parmi les 20 pays les plus pauvres au monde. Depuis novembre 2010, le pays traverse une grave crise politique. Pendant des mois, le président sortant Gbagbo et le président entrant Ouattara se sont livrés une bataille politique acharnée à la conquête du pouvoir et du cacao. Une interdiction sur l'exportation du cacao a été installée fin janvier 2011 pour obliger le président sortant à se retirer et à céder sa place. Les perdants de cette interdiction sont cependant les cacaoculteurs et leurs familles, qui n'ont pas pu écouler leur cacao et n'ont pas les moyens de stockage nécessaires pour le conserver. La situation des cacaoculteurs, qui en temps normaux est déjà caractérisée par des prix bas, l'exploitation des enfants et la pauvreté, s'est aggravée considérablement à cause de cette interdiction d'exporter.

Bien que la Côte d'Ivoire ait ratifiée la convention de l'organisation internationale du travail (OIT) contre les pires formes du travail des enfants et l'âge minimum des travailleurs, le travail et l'exploitation des enfants reste un problème très grave. En Côte d'Ivoire et au Ghana, d'où proviennent 60% des rendements du cacao mondial, pas un enfant ne peut se permettre le luxe de manger un morceau de chocolat. Au plus bas de la hiérarchie se trouvent les enfants originaires des pays limitrophes de la Côte d'Ivoire. Ils viennent du Burkina Faso, du Togo ou du Bénin et sont vendus à des plantations de cacao par des trafiquants d'être humains. Cependant les enfants sont rarement enlevés, bien au contraire : leurs pa-

rents sont souvent si pauvres qu'ils ne voient pas d'autre solution que de vendre leurs enfants à des trafiquants d'être humains dans l'espoir que ceux-ci trouvent un avenir meilleur ailleurs.

Il y a 10 ans déjà, l'industrie du cacao et du chocolat signait le Protocole Harkin-Engel, un accord volontaire et non-contraignant, par lequel les entreprises s'engageaient à mettre un terme, d'ici 2005, aux pires formes de travail des enfants, à la traite des enfants et au travail forcé des adultes dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana. La réalité est cependant bien différente des objectifs fixés à l'époque. Friedel Hütz-Adams de l'institut de recherche de Sudwind a publié récemment une étude nommée « Le côté obscur du chocolat », qui analyse les situations de travail dans le secteur du cacao : « Les délais d'entrée en vigueur du protocole ont été rallongés plusieurs fois et jusqu'aujourd'hui, on ne peut pas dire quand les critères seront enfin respectés ». L'Université américaine de Tulane a été mandatée pour documenter le processus de mise en œuvre du protocole Harkin-Engel. Son rapport dresse un tableau très sombre de la situation : En 2009, 820.000 enfants travaillaient dans le secteur du cacao. Chez 260.000 enfants sondés, le travail était si dur qu'il n'était pas en concordance avec les conventions de l'organisation mondiale du travail (OIT). Dans le cadre de cette étude, 600 enfants travaillant dans des exploitations de cacao ont été interrogés. Tous étaient soumis aux pires formes de travail des enfants. Utilisation de pesticides sans aucun matériel de protection, transport de charges lourdes, violences psychologiques et physiques font malheureusement partie de leur triste quotidien. Dans son étude, Friedel Hütz-Adams explique que les enfants qui doivent mener à bien des travaux physiquement astreignants, souffrent de douleurs chroniques à la nuque et au dos qui peuvent engendrer des dommages irréversibles.

Les prix du cacao sur le marché mondial sont en augmentation. Cependant, les bénéfices de cette augmentation n'arrivent pas jusqu'aux producteurs de cacao en Côte d'Ivoire. Ils reçoivent à peine 40% du prix d'export. Le reste des bénéfices part dans les impôts, les frais de transport

PHOTO: TRANSFAIR



et les marges de profit des intermédiaires. Le salaire d'une famille de cacaoculteurs suffit, quant à lui, à peine à survivre.

Une des raisons principales pour l'emploi des enfants dans les plantations de cacao est le salaire moindre : d'une part, en employant un enfant, les propriétaires des plantations n'ont à payer que la moitié de ce que reçoit un adulte et d'autre part, les salaires des paysans du cacao sont si misérables que leurs enfants doivent travailler pour compléter le salaire de la famille. Pour lutter contre l'exploitation des enfants, les cacaoculteurs revendiquent une sensibilisation accrue sur les conséquences du travail des enfants, des crédits pour pouvoir engager des travailleurs et un prix plus élevé pour leur cacao.

Fairtrade s'engage à combattre les causes premières du travail des enfants et à empêcher activement l'abus et l'exploitation des enfants. Les coopératives certifiées Fairtrade reçoivent un prix minimum garanti pour leur cacao, qui permet aux paysans de couvrir leur frais de production et de vivre dignement. Grâce au commerce équitable les paysans peuvent envoyer leurs enfants à l'école au lieu de les faire travailler dans les plantations. De plus, les standards internationaux du commerce équitable interdisent toute forme de travail exploitant des enfants. Ceci inclut tout travail dangereux, qui force les enfants ou qui affecte leur scolarisation ou leur santé physique et émotionnelle. Des experts qualifiés inspectent régulièrement les organisations de producteurs certifiées Fairtrade.

Dans l'industrie du chocolat, on distingue entre les entreprises qui travaillent le cacao et les industries de marques. Parmi les industries travaillant le cacao, on peut compter

l'entreprise suisse Barry Callebaut, le géant américain Cargill, ADM, Petra Foods et Blommer. Les industries de marques sont Kraft Foods, Nestlé, Mars, Hershey et Ferrero. Ces 10 entreprises dominent le marché du chocolat et forment un oligopole. Celles-ci pourraient avoir un effet incommensurable sur le respect des droits de l'homme dans le secteur du cacao.

Si une entreprise chocolatière avec un volume annuel de 10.000 tonnes investissait à 100% dans une production Fairtrade, celle-ci pourrait ainsi offrir à 50.000 personnes en Afrique de l'Ouest une vie meilleure. Seule la prime du commerce équitable pour 5 tonnes de cacao Fairtrade permettrait l'embauche d'un enseignant à plein temps pour une année entière.

Les consommateurs peuvent s'engager concrètement pour lutter contre l'exploitation des enfants et l'esclavage : en prêtant attention à l'origine et aux conditions de travail des produits lors de leurs achats ! Les critères Fairtrade interdisent l'exploitation des enfants et offre bien plus aux paysans : les coopératives certifiées Fairtrade achètent le cacao aux paysans à un prix fixe. La coopérative reçoit une prime sociale de 200USD par tonne de cacao Fairtrade. La valeur de cet argent est énorme pour les paysans. La coopérative Kavokiva à l'Ouest de la Côte d'Ivoire a pu, grâce à la prime du commerce équitable, construire un centre de santé et permettre à ses membres de souscrire à une assurance maladie.

www.transfair.lu

SHORT NEWS

AHA und die Werbefreiheit

In einem rezenten Brief teilte der Verantwortliche eines Busunternehmens dem Verkéiersbond mit, dass sie die Kampagne „Net reliés? Stéi dozou!“ der „Allianz vun Humanisten, Atheisten an Agnostiker“ (AHA), nicht akzeptieren und von den Bussen entfernt hätten mit der Begründung „une telle publicité ne correspond pas à la philosophie de notre entreprise et celle de notre clientèle“. Eigentlich haben die Busunternehmen des RGTR-Regimes, die zurzeit mit der AHA-Kampagne versehen wurden - trotz Beschwerden von Privatpersonen - keinen Einfluss auf die Art der Werbung. Es ist der Verkéiersbond unter der Aufsicht des Nachhaltigkeitsministeriums, der für die Kampagnen verantwortlich ist. Die Busse stellen dagegen nur ihre Werbefläche zur Verfügung. Auch wenn Romain Diederich, Premier Conseiller im Nachhaltigkeitsministerium, RTL gegenüber bekräftigte, dass die Anzeige der AHA überprüft und als korrekt befunden wurde und bis Juli weiterlaufen soll - meldete die Fédération des Exploitants d'Autobus et d'Autocars (FLEAA) hingegen Bedenken an: Wenn die Anzeige sich als geschäftsschädigend erweise, dann sei sie nicht hinnehmbar. Gefordert wird von der FLEAA in Zukunft bei der Auswahl der Werbung stärker miteinbezogen zu werden. In einer parlamentarischen Anfrage befassten sich nun auch Abgeordnete mit der AHA-Werbung und wollen vom Nachhaltigkeitsminister wissen, ob er der Meinung sei, dass der Slogan „Net reliés ? Stéi dozou !“ diskriminierend sei und ob die Busunternehmen überhaupt berechtigt seien, diese zu entfernen. Auch wollen die Abgeordneten wissen, was der Minister zukünftig zu unternehmen gedenke, um die Meinungsfreiheit im Bereich der öffentlichen Werbung nicht zu gefährden. Im Gegensatz zu den Reaktionen der Busunternehmen stand die der Kirche. So verkündete Théo Péporté, Sprecher des Erzbistums, dass die Kirche gut mit der Werbung leben könne, jeder dürfe zu seiner Überzeugung oder Nichtüberzeugung stehen.

woxx@home

Wie lange noch?

Die Laufzeitverlängerung des AKW Cattenom hätte den woxx-Redakteur fast ins Stolpern gebracht. Ein leicht missverständliches Kommuniqué hatte ihn schreiben lassen, die Cattenom-Betreiber wollten noch mal 40 Betriebsjahre an die bisher genehmigten 30 Jahre dran hängen. Doch halt: Richtig soll es heißen, die Laufzeit soll von 30 auf 40 Jahre aufgestockt werden. Der schon gelayoutete Titel wurde also in „noch mal 15 Jahre“ verschlimmbessert. Denn es ist ja nur der erste Block, dessen ursprünglich geltende Betriebszeit 2016 auslaufen sollte. Block 4 ging ja erst 1991 ans Netz und läuft demnach regulär bis 2021. Die jetzt von EDF beantragte Verlängerung bedeutet also, dass der letzte Cattenom-Meiler frühestens 2031 vom Netz ginge. Also 20 Jahre von nun an gerechnet. Nach nochmaliger Korrektur kam dann die Nachricht, Frankreich gehe von einer möglichen Laufzeit von 60 Jahren bei den Zentralen des Typs Cattenom aus - sofern die nötigen Nachrüstungen ausgeführt werden. Also doch bis 2041 - also weitere 30 Jahre? Nicht mit uns, dachten Redaktion und Layoutteam und gaben sich im Zahlen-Stresstest geschlagen.

